

The logo for 'bipar' features the word in a white, lowercase, sans-serif font. It is enclosed within a grey rectangular frame that has a slight 3D effect, with the top and bottom bars appearing slightly offset from the sides. The entire logo is set against a solid dark blue background.

bipar

*PANORAMA*

OCTOBRE 2019





# bipar

# PANORAMA

Directive sur le  
crédit hypothécaire

AES

PAYSAGE RÉGLEMENTAIRE EN  
ÉVOLUTION

Cybersécurité

Fiscalité

Solvabilité II

Intelligence artificielle

RGPD

Le numérique

Finance durable

PRIIPs

PEPP

Lutte anti-  
blanchiment

MiFID II

Recours collectif

DDA

CADRE  
RÉGLEMENTAIRE  
PRINCIPAL

Affaires sociales

Brexit

Protection du  
consommateur



## A PROPOS DU

Le BIPAR est la Fédération européenne des intermédiaires d'assurance et financiers.

Il regroupe 50 associations nationales dans 30 pays.

Par le biais de ses associations nationales, il représente les intérêts des intermédiaires d'assurance et financiers (agents, courtiers et intermédiaires financiers) en Europe.

Le BIPAR représente des intermédiaires, allant des grandes multinationales aux entreprises nationales, en passant par de nombreuses PME et microentreprises.

Environ un million de personnes sont actives dans le secteur de l'intermédiation, générant collectivement 0,7% du PIB européen.

[Plus d'informations sur : www.bipar.eu](http://www.bipar.eu)

## A PROPOS DES AGENTS ET COURTIERS D'ASSURANCE

Les intermédiaires sont... des intermédiaires. Ils travaillent habituellement pour les deux parties au contrat d'assurance, à savoir l'assureur et le client. Ils sont payés par l'assureur et/ou via la prime ou un honoraire.

Les intermédiaires donnent non seulement des conseils et « distribuent » des assurances, mais ils facilitent également le processus entre toutes les parties concernées.

Il est à noter que dans certaines juridictions, la fourniture de « conseils indépendants » à des clients sur des produits d'investissement fondés sur l'assurance peut entraîner des obligations supplémentaires pour l'intermédiaire.

Les courtiers et agents d'assurance (intermédiaires) disposent d'équipes composées de professionnels possédant des connaissances approfondies et les capacités clés requises pour la gestion des assurances, des risques et des sinistres ainsi que des fonctions et services associés.

Les intermédiaires d'assurance et leurs collaborateurs/trices disposent d'outils qui permettent d'accélérer le processus d'assurance. Ils résolvent les problèmes d'assurance et de risque de leurs clients.

Les intermédiaires d'assurance rapprochent le marché des acheteurs d'assurance et les assureurs de manière compétitive.

[Plus d'informations : https://www.bipar.eu/fr/intermediaries](https://www.bipar.eu/fr/intermediaries)

## A PROPOS DES INTERMÉDIAIRES FINANCIERS

Les intermédiaires financiers agissent en tant que conseillers auprès des consommateurs et des entreprises. Ils offrent, entre autres, des conseils en matière de placements, de pensions et, dans certains cas, de prêts hypothécaires. Ils aident les clients à trouver des solutions pour gérer leurs actifs.

Conformément aux règles de la MiFID II, il est à noter que la fourniture de « conseils indépendants » à des clients sur des produits d'investissement (MIFID II) engendre des obligations supplémentaires pour l'intermédiaire.

[Plus d'informations : https://www.bipar.eu/fr/intermediaries](https://www.bipar.eu/fr/intermediaries)

## A PROPOS DE

BIPAR Academy est une plateforme pour les intermédiaires d'assurance et financiers et leurs associations, les régulateurs, les superviseurs, les universitaires et autres parties intéressées. Elle leur permet de discuter des changements affectant le secteur de l'assurance et de l'intermédiation financière en Europe et de promouvoir la valeur ajoutée et le professionnalisme des intermédiaires d'assurance et financiers.

[Plus d'informations : https://www.bipar.eu/fr/page/bipar-academy](https://www.bipar.eu/fr/page/bipar-academy)

## A PROPOS DE LA

Le BIPAR est membre de la Fédération internationale des intermédiaires d'assurance (Wfii), qui représente les intérêts des intermédiaires d'assurance auprès des organisations mondiales telles que l'OCDE, l'OMC, l'ONU, l'IAIS.

[Plus d'informations : www.wfii.org](http://www.wfii.org)

## PANORAMA DU BIPAR, OCTOBRE 2019

L'intermédiation en assurance et financière est une industrie qui fonctionne bien et qui assure le confort et la protection de millions de consommateurs et d'entreprises.

Au cours de ces dernières années, le BIPAR et les intermédiaires ont vu déferler sur leur secteur une vague de nouvelles réglementations européennes dont le principal objectif est d'assurer la protection des consommateurs.

Les décideurs politiques et les politiciens connaissent les positions du BIPAR sur un grand nombre de sujets via ses prises de position.

Le BIPAR est favorable à une réglementation efficace, mais continuera à demander qu'une attention particulière soit accordée aux dangers d'une réglementation excessive et aux charges administratives.

En 2020 et au-delà, nous rappellerons aux décideurs politiques et aux politiques les objectifs de REFIT.

Une réglementation changeante est une source de coûts et d'incertitude. Afin de réduire les coûts de la réglementation et de contribuer à un cadre réglementaire clair, stable et prévisible favorisant la croissance et l'emploi, une pause réglementaire est nécessaire.

Cette pause est nécessaire pour permettre une mise en application adéquate des nouvelles règles dans un environnement juridiquement stable et sûr.

Le marché a besoin de temps pour «assimiler» les règles et les transformer de manière efficace en nouveaux «standards».

Cette pause est nécessaire pour donner confiance aux investisseurs et innovateurs dans le secteur. Elle est aussi nécessaire pour donner confiance aux consommateurs. Enfin cette pause permettra aux superviseurs de superviser efficacement.

Ce Panorama fournit un aperçu des nombreuses règles qui s'appliquent aux intermédiaires ainsi que de leurs préoccupations et positions sur les initiatives réglementaires de l'UE.

Il montre que tout est désormais en place pour que les consommateurs puissent avoir confiance dans les services d'assurance et les intermédiaires financiers dans un monde concurrentiel moderne.

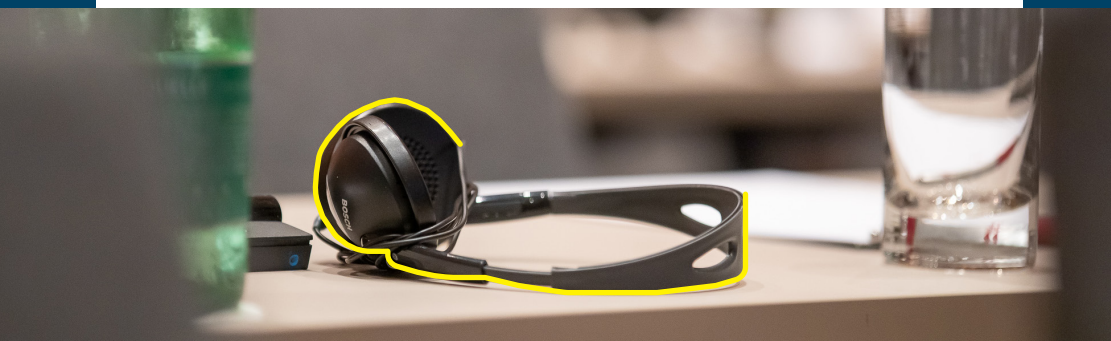
## LE SECTEUR ET SES ACTIVITÉS

Les intermédiaires, comme le terme « intermédiaire » l'indique, agissent pour un certain nombre de parties à différents stades du processus d'assurance.

Les intermédiaires offrent des conseils, des assurances, des services de gestion des risques et des sinistres ainsi que des services administratifs aux consommateurs et aux assureurs. En fournissant conseils et services, ils facilitent le processus d'assurance et réduisent l'asymétrie des connaissances et de l'information existant entre les consommateurs et les assureurs.

Les intermédiaires financiers aident leurs clients à planifier leurs finances, les conseillent en matière de stratégie de placement, de planification fiscale et d'autres services financiers (y compris les assurances et hypothèques). En Europe, il existe une grande diversité d'intermédiaires financiers, tels que les conseillers financiers, les intermédiaires financiers indépendants, les gestionnaires d'actifs, etc.

Pour plus d'informations sur le rôle des intermédiaires, veuillez trouver les coordonnées de nos membres sur <https://www.bipar.eu/fr/membres>



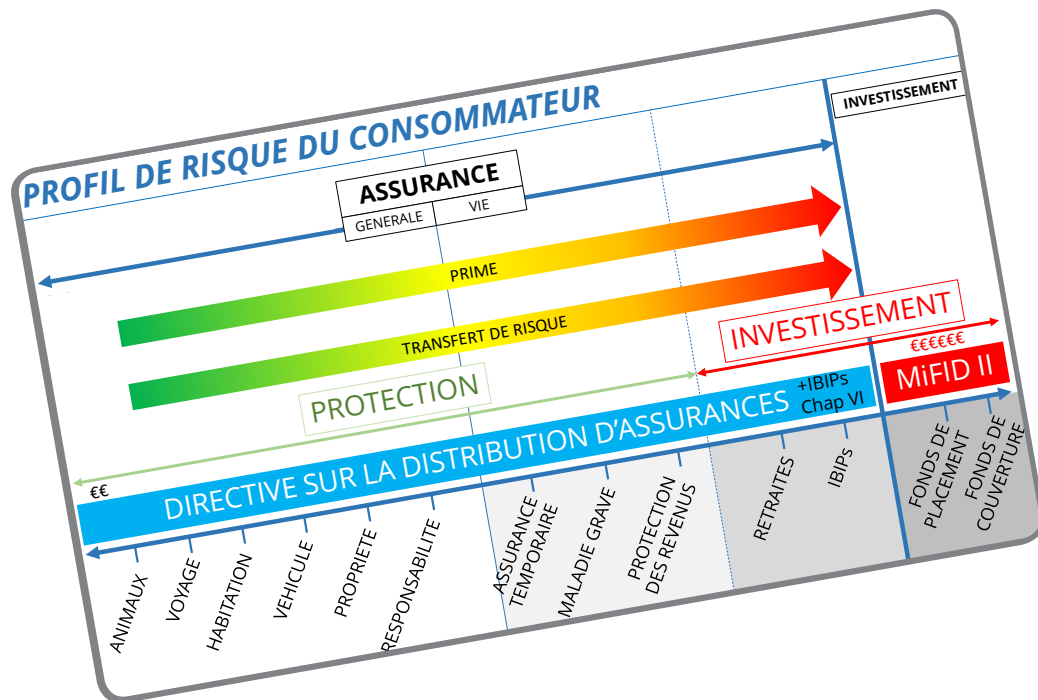


## L'ASSURANCE ET LA FINANCE : UN LARGE ÉVENTAIL DE PRODUITS

### Les assurances non-vie et les assurances vie risque pur ne sont pas similaires à des produits d'investissement

Les intermédiaires fournissent des conseils et des services administratifs sur une vaste gamme de produits allant des produits d'assurance générale et non-vie grand public tels que l'assurance voyage, l'assurance animaux de compagnie, l'assurance habitation et l'assurance automobile aux produits complexes d'assurance générale et non-vie tels que l'assurance maritime, aérienne et responsabilité des plus grandes entreprises mondiales.

D'autres intermédiaires sont actifs dans le secteur du conseil en investissement et de l'intermédiation financière et de crédit.



## LE CHOIX DES CONSOMMATEURS ET RÉGLEMENTATION

- Contrairement aux comptables ou aux avocats, les intermédiaires ne sont pas une espèce « protégée ». Les consommateurs ne sont pas obligés d'utiliser leurs services.
- Les consommateurs peuvent choisir de traiter directement avec les assureurs ou les fournisseurs de produits financiers.
- Les intermédiaires n'existent, par conséquent, que sur la qualité des services qu'ils fournissent aux consommateurs et aux producteurs de produits dans un marché très concurrentiel.
- Ils le font dans un environnement hautement réglementé qui leur impose des normes importantes et offre le plus haut niveau de protection aux consommateurs.
- Les intermédiaires offrent aux consommateurs, qu'ils soient particuliers ou industriels, un grand choix sur la façon de protéger leurs actifs, allant de l'atténuation des risques au transfert des risques.

Les intermédiaires européens sont au service d'un large éventail de clients :

- Ils sont au service des multinationales qui ont besoin de programmes globaux en association avec un service local.
- Ils sont au service des grandes entreprises industrielles ou de services pour le placement de leurs assurances mais aussi pour les assister dans l'identification et l'atténuation des risques en général.
- Les intermédiaires locaux sont au service des PME locales non seulement dans la couverture de leurs actifs, mais également dans la gestion des plans de santé et de retraite collectifs. Ils assistent par ailleurs leurs clients PME dans la planification d'assurances liées à l'exportation.
- Les intermédiaires locaux se concentrent davantage sur le service aux particuliers ou aux petits clients commerciaux locaux dans leur ville ou leur région.

Il existe une différence majeure entre l'assurance non-vie et l'assurance vie risque pur et les produits d'investissement fondés sur l'assurance, mais aussi entre le service aux particuliers et celui aux entreprises (petites, grandes ou internationales).

## L'INNOVATION

- Les intermédiaires ont toujours été et continuent d'être à la pointe de l'innovation.
- Les intermédiaires jouant un rôle de premier plan dans le développement des solutions Fintech et Assurtech, souvent en partenariat avec des start-ups.
- Les révolutions telles que le Big Data, la blockchain, l'intelligence artificielle ou les conseillers-robots offrent de nombreux avantages mais peuvent également perturber considérablement le secteur de l'assurance.
- Dans la chaîne de valeur de l'assurance et de l'investissement, les intermédiaires maîtrisent depuis des années la technologie pour optimiser la rapidité, la fluidité, l'efficacité et la traçabilité des transactions.
- Bien que les intermédiaires utilisent diverses technologies dans la relation clients/assureurs, les intermédiaires apportent toujours une dimension humaine dans l'interaction avec leurs clients.
- Le client peut choisir, via l'intermédiaire, parmi un large éventail de services grâce à une grande variété et combinaison d'outils et de systèmes (apps, web, téléphone, réunions en face à face). Ainsi, les activités des intermédiaires (développement de produits, distribution, conseil et gestion de sinistres) maintiennent les assureurs sous pression concurrentielle et contribuent à instaurer la confiance sur le marché.
- Le BIPAR est d'avis que, conformément à la philosophie de la DDA, les entreprises fournissant des services d'intermédiation devraient être considérées comme des intermédiaires ou des distributeurs d'assurance et devraient être réglementées en tant que tels, quels que soient le support ou les techniques utilisés pour fournir ces services. Le même principe devrait s'appliquer aux intermédiaires financiers réglementés par la MiFID II.



- Le BIPAR estime que les régulateurs et les superviseurs, mais aussi les politiciens, devraient adopter une position neutre et objective (approche basée sur les activités) vis-à-vis de tous les modèles économiques acceptables afin de permettre des conditions de concurrence égales.
- Ces deux principes de base contribueront à une intégration harmonieuse et progressive des nouvelles technologies sur le marché tout en garantissant la protection des consommateurs et la sécurité juridique pour tous les intermédiaires innovants (existants et nouveaux).
- Les bacs à sable réglementaires sont considérés par le BIPAR, en fonction de leur format et de leurs objectifs, comme un instrument utile permettant de tester des produits et services nouveaux et innovants. Le BIPAR est toutefois d'avis que les bacs à sable doivent être transparents dans leur fonctionnement et ouverts à tous les types d'entreprises et pas uniquement aux start-ups, et à tous les types d'innovation et pas uniquement à l'innovation technologique.
- Dans le cadre des bacs à sable, il convient de considérer que le respect des règles ne doit pas placer les acteurs existants du marché dans une situation où ils sont désavantagés (en termes d'innovation) par rapport aux start-ups, qui peuvent bénéficier de plus de liberté parce qu'elles ne sont pas couvertes par les mêmes règles.
- La promotion également au niveau national, d'une mise en oeuvre et supervision cohérente de l'approche de la DDA ou de la MiFID II (réglementation de l'activité) est le meilleur moyen de faciliter l'innovation et d'assurer la sécurité juridique pour les jeunes entreprises (technologiques ou non) et les start-ups existantes qui souhaitent développer leurs activités.



## LA RÉMUNÉRATION ET COMPENSATION POUR NOS SERVICES

Les intermédiaires sont rémunérés soit par des honoraires, soit par une commission, soit par une combinaison des deux, pour leurs services.

Le niveau et la nature de la rémunération sont convenus entre les parties.

### LES PRINCIPES DU BIPAR SUR LA RÉMUNÉRATION

Les intermédiaires sont... des intermédiaires. **Ils travaillent habituellement pour les deux parties** au contrat d'assurance, à savoir l'assureur et le client.

Ils sont payés par l'assureur et/ou via la prime ou un honoraire.

Il est à noter qu'un intermédiaire qui fournit des «conseils indépendants» sur des produits d'investissement fondés sur l'assurance peut être amené à respecter des obligations supplémentaires.

Les intermédiaires donnent non seulement des conseils et «distribuent» des assurances, mais ils facilitent également le processus entre toutes les parties concernées.

Etant donné que :

- le marché d'assurances sophistiqué d'aujourd'hui exige souvent des agents et des courtiers d'assurance, notamment dans le secteur des risques commerciaux, qu'ils fournissent à leurs clients des services de gestion de risques et de consultation en assurance, il ne s'agit plus là des services habituels associés à la conclusion d'un contrat d'assurance;
- les agents et les courtiers offrent ces services supplémentaires, sans être compensés par des commissions, dans le cadre de leur rôle grandissant de professionnels de l'assurance qui répondent aux besoins en risques de leurs clients ;

- tout intermédiaire d'assurance a le droit d'être rémunéré équitablement pour ses services;***
- toute rémunération ou compensation pour les services d'un intermédiaire ne devrait concerner que les parties intéressées;***
- toute législation ou tout accord (ou comportement) de marché concerté limitant ou imposant le niveau ou les moyens de rémunération est considéré par le BIPAR comme une infraction grave aux principes de base de libre marché et irait à l'encontre des pratiques de marché internationales;***
- les intermédiaires devraient être autorisés à demander des honoraires en lieu et place ou en plus des commissions. Dans ce cas, le client doit en être informé.***

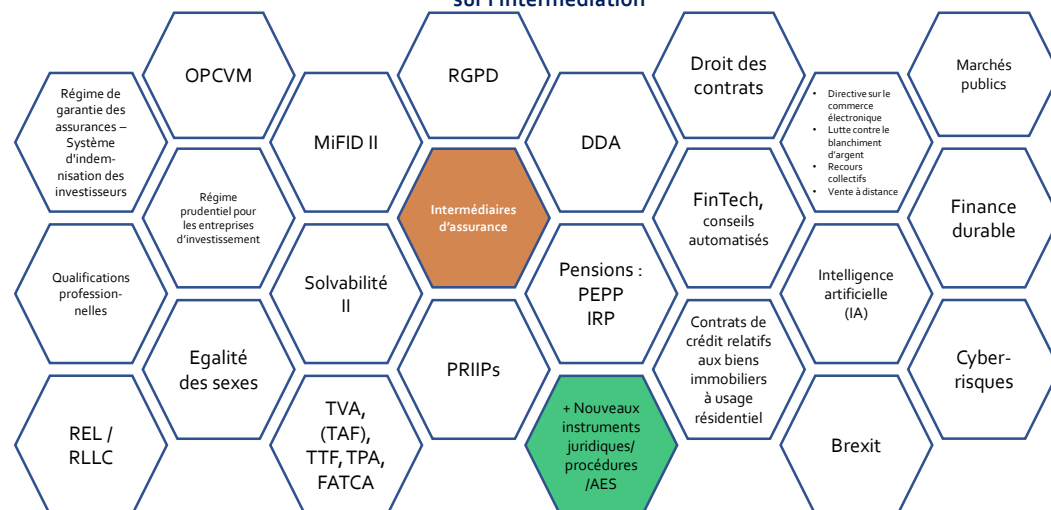
## LES CONSOMMATEURS SONT BIEN PROTÉGÉS

Le secteur des services financiers, y compris les activités d'intermédiation en assurance et en finance, est très réglementé et supervisé.

Plus de vingt instruments juridiques de l'UE s'appliquent à l'activité d'intermédiation. En outre, elle est également soumise à de nombreuses règles nationales, telles que les règles fiscales, les règles de sécurité sociale, les règles du droit des sociétés, etc.

La combinaison de règles sectorielles et de règles de droit commun permet d'obtenir un cadre optimal, qui assure une protection maximale des consommateurs.

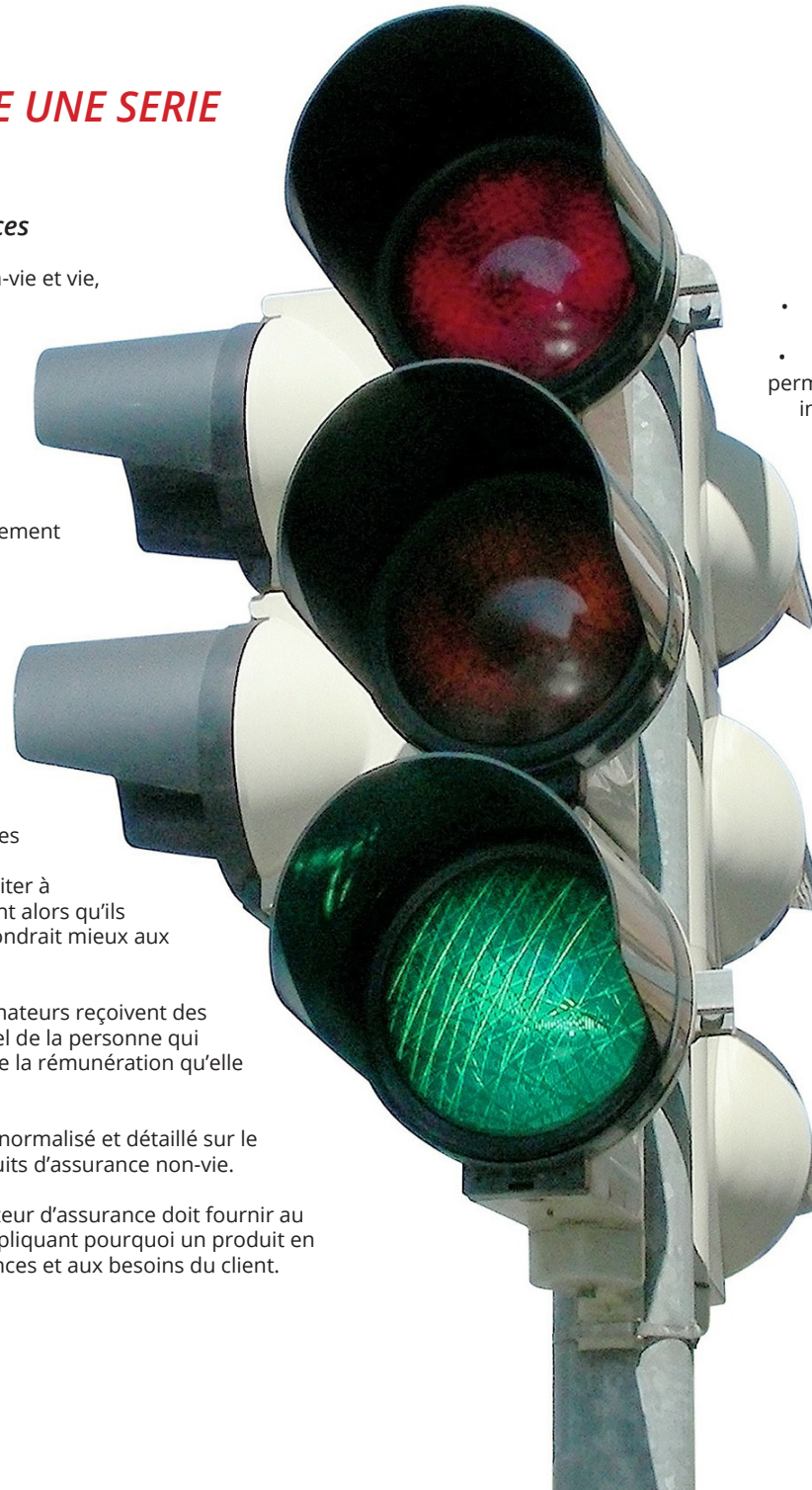
Aperçu de sujets en cours de discussion, de révision, de transposition en Europe, qui ont un impact potentiel sur l'intermédiation



## LA DDA COMPREND TOUTE UNE SERIE DE REGLES

### La Directive sur la distribution d'assurances

- La DDA couvre la distribution de produits non-vie et vie, de produits de réassurance et de produits d'investissement fondés sur l'assurance (IBIPs).
- La DDA s'applique à tous les distributeurs d'assurance, c'est-à-dire aux intermédiaires d'assurance, aux entreprises d'assurance et aux intermédiaires exerçant à titre accessoire (le BIPAR regrette que la distribution de quelques produits soit partiellement exemptée).
- La surveillance et la gouvernance des produits est obligatoire pour la plupart des produits d'assurance. En effet, la conception de chaque produit d'assurance passe par ce processus.
- Conformément à la DDA, les intermédiaires agissent de manière honnête, impartiale et professionnelle, et ce au mieux des intérêts de leurs clients. Les intermédiaires ne peuvent notamment pas prendre de dispositions qui pourraient les inciter à recommander un produit particulier à un client alors qu'ils pourraient en proposer un autre qui correspondrait mieux aux besoins du client.
- Avant la conclusion d'un contrat, les consommateurs reçoivent des informations claires sur le statut professionnel de la personne qui vend le produit d'assurance et sur la nature de la rémunération qu'elle recevra.
- La DDA introduit un document d'information normalisé et détaillé sur le produit d'assurance (IPID) pour tous les produits d'assurance non-vie.
- Lorsque des conseils sont donnés, le distributeur d'assurance doit fournir au client une recommandation personnalisée expliquant pourquoi un produit en particulier correspondrait le mieux aux exigences et aux besoins du client.



- La DDA introduit de nouvelles règles concernant les ventes croisées.
- La DDA exige que les Etats membres disposent de mécanismes permettant d'évaluer les connaissances et les compétences des intermédiaires et des employés des intermédiaires.
- Les intermédiaires et les entreprises d'assurances doivent prendre des dispositions (proportionnées) pour éviter que les conflits d'intérêts ne portent atteinte aux intérêts de leurs clients et doivent prendre des mesures pour les identifier.
- Pour les IBIPs, des règles supplémentaires telles que l'évaluation de l'adéquation et du caractère approprié /ou de pertinence, sont applicables, et il existe un document d'information clé (KID) conformément au Règlement PRIIPs.
- Une Décision du Conseil des superviseurs d'EIOPA prise en septembre 2018 et relative à la coopération des autorités nationales compétentes en ce qui concerne la DDA (décision qui remplace le Protocole de Luxembourg du CEIOPS) clarifie en partie quand un intermédiaire est susceptible d'exercer des activités transfrontalières dans l'UE.
- Le BIPAR surveille la mise en œuvre de la DDA dans les Etats membres de l'UE et assiste ses associations membres, par exemple en cas de mauvaise mise en œuvre du texte. Dans ce contexte, le BIPAR publie également des mises à jour régulières sur la mise en œuvre de la DDA ainsi que sur la rémunération des intermédiaires dans les Etats membres de l'UE.

Pour plus d'informations, merci de consulter <https://www.bipar.eu/fr/page/dda>

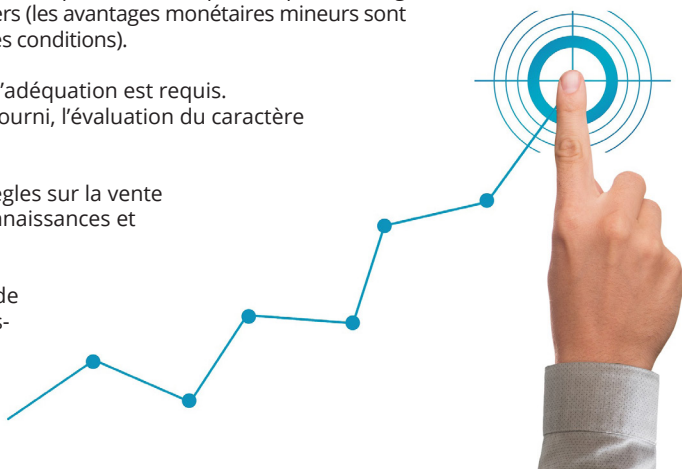


## LES CONSOMMATEURS QUI CHERCHENT DES CONSEILS FINANCIERS SONT PROTÉGÉS PAR LA MIFID II

### La Directive sur les marchés d'instruments financiers II

- Conformément à la MiFID II, les entreprises (intermédiaires/conseillers financiers) doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour détecter et éviter ou gérer les conflits d'intérêts.
- Les entreprises d'investissement doivent maintenir et appliquer des dispositions organisationnelles et administratives efficaces qui leur permettront de prendre toutes les mesures raisonnables pour éviter que les conflits d'intérêts ne portent atteinte aux intérêts de leurs clients.
- Les entreprises d'investissement doivent agir d'une manière honnête, équitable et professionnelle, et ce au mieux des intérêts de leurs clients.
- Des informations doivent être communiquées aux clients sur l'entreprise d'investissement et ses services, les instruments financiers et les stratégies d'investissement proposées, les plateformes d'exécution et tous les coûts et frais.
- Lorsque des conseils en investissement sont fournis, l'entreprise d'investissement doit indiquer au client, en temps utile avant la fourniture des conseils :
  - si les conseils sont fournis de manière indépendante;
  - s'ils reposent sur une analyse large ou plus restreinte de différents types d'instruments financiers (concept des liens étroits);
  - si l'entreprise fournira au client une évaluation périodique du caractère approprié des instruments financiers qui lui sont recommandés.
- Lorsqu'une entreprise d'investissement informe le client que les conseils en investissement sont fournis de manière indépendante,
  - elle évalue un éventail suffisant d'instruments financiers disponibles sur le marché (qui doivent être suffisamment diversifiés quant à leur type et à leurs émetteurs ou à leurs fournisseurs et ne doivent pas se limiter aux produits fournis par l'entreprise elle-même ou par d'autres entités ayant des liens étroits avec l'entreprise);
  - elle n'accepte pas et ne conserve pas des droits, des commissions ou autres avantages monétaires ou non monétaires en rapport avec la fourniture du service aux clients, versés ou fournis par un tiers ou par une personne agissant pour le compte d'un tiers (les avantages monétaires mineurs sont autorisés sous certaines conditions).
- En cas de conseils, un test d'adéquation est requis. Lorsqu'aucun conseil n'est fourni, l'évaluation du caractère approprié est obligatoire.
- La MiFID II comprend des règles sur la vente croisée ainsi que sur les connaissances et compétences.

Pour plus d'informations, merci de consulter [www.bipar.eu/fr/sujets-cles/mifid-ii](http://www.bipar.eu/fr/sujets-cles/mifid-ii)



## LES AUTORITÉS EUROPÉENNES DE SURVEILLANCE (AES)

Lorsque l'UE a réformé son système financier en réponse à la crise financière, elle a introduit un livre de règles uniques pour les services financiers et a mis en place les autorités européennes de surveillance (AES) : l'Autorité bancaire européenne (EBA), l'Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles (EIOPA) et l'Autorité européenne des marchés financiers (ESMA). Le mandat des AES consiste à contribuer au développement de ce livre de règles uniques, à résoudre les problèmes transfrontaliers et à promouvoir la convergence prudentielle.



Le BIPAR entretient un dialogue permanent et ouvert avec les AES sur un certain nombre de questions importantes touchant notre secteur, telles que la mise en œuvre de la DDA et de la MiFID II, le Brexit, les PEPP, l'assurance voyage, les régimes de garantie d'assurance, le numérique, la cybersécurité, les tendances à la consommation, etc.

Les trois autorités ont mis sur pied des groupes de parties intéressées qui représentent l'industrie et les consommateurs afin de faciliter les consultations avec les parties concernées dans les domaines en rapport avec leurs missions respectives. Le BIPAR est représenté dans le groupe sur l'assurance et la réassurance (IRSG) d'EIOPA.

En mars 2019, les deux colégislateurs de l'UE sont parvenus à un accord sur la proposition de la Commission modifiant les trois règlements fondateurs des AES, y compris les pouvoirs de surveillance en matière de blanchiment d'argent, ainsi que sur la proposition de la Commission modifiant les Directives MiFID II et Solvabilité II. L'objectif est d'améliorer les pouvoirs, la gouvernance et le financement des AES; pour les banques (EBA), pour les marchés financiers et des valeurs mobilières (ESMA) et pour les assurances et les pensions (EIOPA). Le BIPAR se félicite de cette révision dans son ensemble.

Les positions du BIPAR en la matière sont disponibles sur [www.bipar.eu/fr/page/ase](http://www.bipar.eu/fr/page/ase)

## PRIIPS-KID

- Le Règlement PRIIPS a introduit un document d'informations clés (« KID ») standard pour les produits d'investissement « packagés » de détail et fondés sur l'assurance» (communément appelé PRIIPs).
- Le Règlement a pour objectif de protéger les investisseurs de détail (à savoir le «client de détail» tel que défini dans la MiFID II ou le «client» tel que défini par la DIA 1, lorsque celui-ci ne correspondrait pas à la définition d'un client professionnel tel que défini dans la MiFID II).
- Une personne qui fournit des conseils sur un PRIIP ou qui en vend doit remettre un KID aux investisseurs de détail.
- Le KID compte au maximum 3 pages et a pour objectif de fournir au client des informations sur la nature, les risques, les coûts, les gains et les pertes potentiels inhérents au produit et de permettre une comparaison avec d'autres produits.
- Il contient des informations sur:
  - l'initiateur et le superviseur;
  - la date;
  - si nécessaire, un avis signalant à l'investisseur que le produit n'est pas simple;
  - la nature et les caractéristiques principales du produit (type, objectifs et moyens pour les atteindre, description du type d'investisseur de détail auprès duquel le PRIIP est destiné à être commercialisé; le cas échéant, le détail des prestations d'assurance offertes par le PRIIP, durée de vie du PRIIP);
  - le profil de risque et de rémunération;
  - les conséquences d'un manquement de l'initiateur;
  - les coûts (indicateurs synthétiques des coûts et coûts totaux cumulés) – y compris les coûts de distribution devant être fournis par les conseillers, les distributeurs ou toute autre personne qui fournit des conseils sur le PRIIP ou le vend.

Pour plus d'informations, merci de consulter [www.bipar.eu/fr/page/priips](http://www.bipar.eu/fr/page/priips)

## L'ASSURANCE NON-VIE - IPID

- La DDA prévoit un document d'information normalisé et précontractuel sur le produit d'assurance (IPID) pour les produits d'assurance non-vie.
- Le distributeur d'assurance (c.-à-d. l'intermédiaire ou l'assureur ou l'intermédiaire à titre accessoire) est tenu de fournir l'IPID au client.
- L'IPID comprend :
  - des informations sur le type d'assurance;
  - un résumé de la couverture d'assurance, y compris les principaux risques assurés, les plafonds de garantie et, le cas échéant, la couverture géographique et un résumé des risques exclus;
  - les modalités de paiement des primes et la durée des paiements ;
  - les principales exclusions qui rendent impossible toute demande d'indemnisation;
  - les obligations de début de contrat;
  - les obligations durant la durée du contrat;
  - les obligations en cas de sinistre;
  - la durée du contrat, y compris les dates de début et de fin du contrat et les modalités de résiliation du contrat

Pour plus d'informations, merci de consulter [www.bipar.eu/fr/page/dda](http://www.bipar.eu/fr/page/dda)

## LE RGPD

- Le Règlement général sur la protection des données (RGPD) a été adopté en avril 2016. Il est applicable depuis le 25 mai 2018 dans tous les Etats membres de l'UE.
- Le RGPD couvre le traitement de données à caractère personnel : il s'agit d'informations se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable (la «personne concernée»). Les catégories spéciales de données, telles les données sur la santé, sont soumises à une protection supplémentaire.
- Le traitement des données couvre la plupart des activités comprenant des données personnelles : collecte, enregistrement, organisation, structuration, conservation, adaptation ou modification, extraction, consultation, utilisation, communication par transmission, diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, rapprochement ou interconnexion, limitation, effacement et destruction.
- Le RGPD s'applique à tous les responsables du traitement et sous-traitants. Les responsabilités et les obligations diffèrent selon le rôle que joue l'entité dans le traitement des données.



- Si l'intermédiaire remplit les conditions nécessaires, il peut être un responsable du traitement, un responsable conjoint ou un sous-traitant de données personnelles pour le compte d'un responsable du traitement en vertu du RGPD.
- Le RGPD prévoit qu'une plus grande quantité d'informations soient fournies par les responsables du traitement aux personnes concernées, notamment qu'elles soient incluses dans les avis de confidentialité.
- Le GDPR exige que les responsables du traitement et les sous-traitants désignent un délégué à la protection des données dans certaines circonstances.
- Nouveaux droits pour les personnes concernées :
  - droit de rectification en cas d'informations inexacts ou incomplètes (le responsable du traitement doit agir dans les meilleurs délais)
  - renforcement du droit à l'effacement: les particuliers peuvent demander à leur intermédiaire de détruire toutes leurs données personnelles (avertissement : respect d'une obligation légale, constatation de droits en justice)
  - Droit au transfert de données : le responsable du traitement des données peut être amené à fournir au client son dossier afin que celui-ci le transmette à un autre intermédiaire.
- Notification des atteintes à la sécurité : le RGPD introduit la notification obligatoire des violations de données à caractère personnel.
- Application : les amendes sont importantes et les autorités chargées de la protection des données peuvent les infliger tant aux responsables du traitement qu'aux sous-traitants.
- Le RGPD est complété par des lignes directrices publiées par le Comité européen de la protection des données (EDPB). Outre les lignes directrices déjà adoptées sur le champ d'application du RGPD ou sur les codes de conduite par exemple, l'EDPB envisage d'adopter des lignes directrices sur la notion d'intérêt légitime du responsable du traitement ainsi que sur les concepts de responsable du traitement et de sous-traitant. Il s'agit de questions clés pour le BIPAR et ses membres.

Pour plus d'informations, merci de consulter [www.bipar.eu/fr/page/protection-des-donnees](http://www.bipar.eu/fr/page/protection-des-donnees)



## SOLVABILITÉ II

- En vertu de Solvabilité II et notamment de son article 49, les assureurs imposent des exigences nouvelles ou plus strictes aux prestataires de services auprès desquels ils externalisent certaines activités et plus particulièrement les activités qui sont considérées comme «critiques et importantes».
- Les orientations d'EIOPA relatives à la gouvernance et à l'évaluation interne des risques et de la solvabilité s'appliquent depuis le 1er janvier 2016 et stipulent que lorsqu'un intermédiaire d'assurance, qui n'est pas un employé de l'entreprise, est autorisé à souscrire des contrats ou à régler des sinistres au nom et pour le compte d'une entreprise, cette dernière doit s'assurer que l'activité de l'intermédiaire est soumise aux exigences de sous-traitance.
- Ces orientations clarifient que les activités typiques d'intermédiation d'un intermédiaire d'assurance, à savoir « toute activité consistant à présenter, à proposer des contrats d'assurance ou à réaliser d'autres travaux préparatoires à leur conclusion ou à les conclure, ou à contribuer à leur gestion et à leur exécution, notamment en cas de sinistre », telles que décrites dans la DIA, ne sont pas soumises aux exigences de sous-traitance.
- En février 2019, la Commission européenne a demandé à EIOPA de lui fournir un avis technique sur la révision de la Directive Solvabilité II d'ici le 30 juin 2020. Deux points qui présentent un intérêt particulier pour les intermédiaires d'assurance, à savoir les régimes de garantie d'assurance (RGA) et les faillites des compagnies d'assurances exerçant des activités en LPS/LE, seront couverts.

Pour plus d'informations, merci de consulter [www.bipar.eu/fr/page/directive-solvabilite-ii-et-les-intermediaires-dassurance](http://www.bipar.eu/fr/page/directive-solvabilite-ii-et-les-intermediaires-dassurance)

## LA DIRECTIVE SUR LE CRÉDIT HYPOTHÉCAIRE

- La Directive sur les contrats de crédit aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage résidentiel est entrée en vigueur le 21 mars 2016. Elle vise à améliorer les mesures de protection des consommateurs au sein de l'UE et établit des principes pour l'autorisation et l'enregistrement des intermédiaires de crédit.
- La Directive comprend des règles :
  - de conduite,
  - sur les connaissances et les compétences du personnel,
  - en matière d'information,
  - sur l'admission des intermédiaires,
  - sur les activités transfrontalières,
  - sur les ventes croisées et
  - sur la supervision.
- Le BIPAR continue à promouvoir le fait que les consommateurs doivent pouvoir être libres de choisir leur assurance- crédit auprès d'un autre fournisseur que le prêteur.

Pour plus d'informations, merci de consulter [www.bipar.eu/fr/page/directive-sur-les-contrats-de-credit-aux-consommateurs-relatifs-aux-biens-immobiliers-a-usage-residentiel](http://www.bipar.eu/fr/page/directive-sur-les-contrats-de-credit-aux-consommateurs-relatifs-aux-biens-immobiliers-a-usage-residentiel)

## UN PAYSAGE RÉGLEMENTAIRE EN CONSTANTE ÉVOLUTION QUI PROTÈGE LES CONSOMMATEURS DE SERVICES FINANCIERS : LES DOSSIERS RELATIFS AUX AFFAIRES EUROPÉENNES SUR NOTRE AGENDA

Dans la première partie de cette publication, il a été démontré que l'intermédiation en assurance est soumise à toute une série de règles et de réglementations dont la plupart trouvent leur source au niveau européen.

La DDA, la MiFID II et les dossiers connexes mentionnés précédemment sont des dossiers prioritaires pour le BIPAR.

Le secteur de l'assurance est influencé par différents types de facteurs externes tels que la réglementation, le numérique et l'évolution démographique. Dans ce contexte, les intermédiaires doivent trouver des réponses pour continuer à prospérer sur le marché et à développer leurs activités. Le défi restera de taille au cours des prochaines années.

Dans certains pays, les limites de la réglementation ont été plus que dépassées et le nombre d'intermédiaires enregistrés a diminué ou est en train de diminuer. Il est essentiel que notre industrie retrouve un environnement économique et juridique plus stable à l'avenir, où les conditions de base garantissent la confiance dans le marché et permettent un fonctionnement équitable.

Même à une époque où le numérique a une incidence considérable sur le comportement des consommateurs, la profession d'intermédiaire reste appréciée, peut-être même plus que par le passé.

Comme nous pouvons le constater dans de nombreux Etats membres de l'UE, il semble difficile de transposer les règles européennes en droit national d'une manière proportionnée. De nouveaux développements sont encore à prévoir, comme nous pouvons le voir dans la discussion sur la durabilité.

Tous ces développements obligent le secteur à se tenir informé et à posséder une connaissance approfondie des différents sujets et tendances. Nous devons continuer à promouvoir et, si nécessaire, à défendre les intérêts des intermédiaires et de notre industrie auprès des institutions européennes ainsi qu'auprès des nombreuses autres parties prenantes.

C'est l'un des rôles importants du BIPAR en coopération avec toutes ses associations membres nationales.

Dans la partie suivante nous donnons un bref aperçu des autres dossiers que le BIPAR et ses associations membres européens suivent afin de promouvoir les intérêts des intermédiaires et de s'assurer que les décideurs politiques sont conscients des conséquences éventuelles de leurs décisions pour la communauté des intermédiaires et leurs employés en Europe.

Les informations de la partie qui suit ont été actualisées en septembre 2019. Vous trouverez des informations à jour sur [www.bipar.eu/fr](http://www.bipar.eu/fr)

## LA FINANCE DURABLE



En mars 2018, la Commission européenne a initié un Plan d'action sur le financement d'une croissance durable «pour une économie plus verte et plus propre».

Cette initiative définit une feuille de route pour de nouvelles actions visant à réorienter les capitaux privés vers les investissements en tenant compte des considérations environnementales, sociales et de gouvernance (ESG).

Ces actions comprennent une proposition législative sur l'établissement de critères communs précisant quelle activité économique est durable (taxinomie) et une proposition sur les obligations de divulgation en matière de durabilité. La Commission a également adopté des amendements aux actes délégués de la MiFID II et de la DDA afin de garantir que les entreprises d'investissement et les distributeurs d'assurance tiennent compte des préférences

en matière de durabilité de leurs clients lorsqu'ils recommandent des produits financiers.

EIOPA et ESMA ont publié par ailleurs leurs avis techniques à l'intention de la Commission européenne sur d'éventuels amendements aux actes délégués de la DDA, de Solvabilité II et de la MiFID II pour intégrer les risques et facteurs de durabilité.

Dans le cadre de la taxonomie de l'UE, la Commission élabore actuellement des critères pour le label écologique de l'UE et la norme européenne sur les obligations vertes.

Pour plus d'informations, merci de consulter [www.bipar.eu/fr/page/finance-durable](http://www.bipar.eu/fr/page/finance-durable)

## LE PRODUIT PANEUROPÉEN D'ÉPARGNE-RETRAITE INDIVIDUELLE (PEPP)

En 2019, les institutions européennes sont parvenues à un accord sur le Règlement sur un produit paneuropéen d'épargne-retraite individuelle (PEPP), portant sur l'autorisation, la fabrication, la distribution et la surveillance des PEPP.

Au cours du processus législatif, le BIPAR a accueilli favorablement les concepts visant à améliorer la couverture des régimes de retraite et à réaliser davantage d'investissements dans l'économie européenne. Le BIPAR a souligné l'importance du conseil et de l'intermédiation, même pour un produit «standardisé», car les produits de retraite sont des produits à long terme et la situation de l'épargnant individuel est toujours complexe.

Le BIPAR a appelé à l'application des régimes de distribution sectoriels.

Les positions du BIPAR en la matière sont disponibles sur [www.bipar.eu/fr/page/pepp](http://www.bipar.eu/fr/page/pepp)

## LE BREXIT

Le 23 juin 2016, le Royaume-Uni a voté en faveur de sa sortie de l'Union européenne. Le Royaume-Uni aurait dû quitter l'UE le 29 mars 2019, mais la date a été reportée au 31 octobre prochain en raison de l'impasse parlementaire qui a forcé le gouvernement britannique à demander à deux reprises un report.

Le BIPAR déplore le Brexit. Grâce aux mécanismes du Marché unique de l'assurance, les savoir-faire et compétences combinés en matière d'intermédiation de l'UE et du marché londonien jouissent d'une réputation internationale, et grâce à cette expertise et capacité commune, l'Europe est un exportateur majeur de services d'assurance.

Le Brexit suscite incertitude et préoccupations :

- Les intermédiaires d'assurance/de réassurance immatriculés au Royaume-Uni ne bénéficieront plus de leur passeport unique DDA,
- La continuité des contrats d'assurance : la perte de leur passeport unique (Solvabilité II) pourrait affecter la capacité des entreprises d'assurance britanniques de continuer à remplir certaines obligations contractées envers leurs clients européens avant le Brexit.

Le BIPAR suit attentivement les publications d'EIOPA et les communications de la Commission adressées au secteur de l'assurance, dans la perspective d'un retrait sans accord du Royaume-Uni.

Les positions du BIPAR en la matière sont disponibles sur [www.bipar.eu/fr/page/brexit](http://www.bipar.eu/fr/page/brexit)

## LA DIRECTIVE SUR LA COMMERCIALISATION À DISTANCE DES SERVICES FINANCIERS

La Commission européenne procède actuellement à une évaluation de la Directive sur la commercialisation à distance de services financiers et notamment de son champ d'application, du droit de rétractation, des services et communications non sollicités, des choix réglementaires des Etats membres, et de son interaction avec les législations spécifiques.

Le BIPAR a contribué à la consultation lancée par la Commission en avril 2019. Dans ses commentaires, le BIPAR a souligné l'importance d'évaluer l'interaction de la Directive sur la commercialisation à distance des services financiers avec les nouvelles règles communautaires (DDA, Règlement PRIIPs, RGPD, etc.) et d'éviter toute duplication, et ce essentiellement pour une meilleure protection des consommateurs et par souci de clarté juridique. Par ailleurs, dans le contexte du numérique, il est important d'évaluer si les outils de la Directive correspondent aux besoins actuels des consommateurs et à l'évolution du marché.

Les positions du BIPAR en la matière sont disponibles sur [www.bipar.eu/fr/page/directive-sur-la-commercialisation-a-distance-des-services-financiers-evaluation-de-la-commission](http://www.bipar.eu/fr/page/directive-sur-la-commercialisation-a-distance-des-services-financiers-evaluation-de-la-commission).

## LA CYBERSÉCURITÉ

La Commission européenne a adopté en septembre 2017 un ensemble de mesures concernant la cybersécurité, qui s'appuient sur des instruments existants et qui incluent de nouvelles initiatives visant à améliorer la cyberrésilience de l'UE. Ces mesures prévoyaient entre autres la création d'une Agence européenne de cybersécurité (ENISA) ainsi qu'un cadre de certification à l'échelle de l'UE (législation sur la cybersécurité) pour garantir que les produits et les services répondent à toutes les exigences de cybersécurité applicables.

EIOPA a publié en août 2018 son rapport intitulé « Comprendre la cyberassurance - Un dialogue structuré avec les compagnies d'assurance ». EIOPA explique que le risque cybernétique est une préoccupation croissante pour les institutions, les particuliers et les marchés financiers. Le nombre croissant d'incidents informatiques, la poursuite de la transformation numérique et les nouvelles initiatives réglementaires dans l'UE devraient sensibiliser et stimuler la demande en matière de cyberassurance.

Le BIPAR est d'avis que la cyberassurance peut aider à gérer les risques liés à la cybersécurité. En octobre 2018, le BIPAR, en coopération avec Insurance Europe et FERMA, a publié une brochure visant à sensibiliser les entreprises aux risques liés à la cybersécurité et à fournir des conseils sur les politiques en matière de cyberassurance. Cette brochure est disponible sur le site web du BIPAR.

Pour plus d'informations sur les règles européennes en matière de cybersécurité et la position du BIPAR à ce sujet, merci de consulter [www.bipar.eu/fr/page/risques-cybernetiques](http://www.bipar.eu/fr/page/risques-cybernetiques)

## LES RECOURS COLLECTIFS

Le 11 avril 2018, la Commission européenne a publié une Communication intitulée « Une nouvelle donne pour les consommateurs » afin de procéder à une révision ciblée du droit européen de la consommation.

Cette nouvelle donne pour les consommateurs se compose de deux propositions de Directive :

- l'une vise à « assurer une meilleure application de la réglementation et à moderniser les règles de l'UE en matière de protection des consommateurs, en particulier au vu de l'évolution numérique » ;
- l'autre vise à « améliorer les instruments permettant de mettre un terme aux pratiques illicites et à faciliter les recours lorsqu'un grand nombre d'entre eux sont victimes de la même infraction à leurs droits, dans le cadre d'un préjudice de masse ». Le champ d'application de la proposition inclut les services financiers.

La principale préoccupation du BIPAR concerne l'impact possible de la nouvelle proposition qui régira la manière dont les consommateurs pourront intenter des actions collectives en justice (infractions nationales et transfrontalières) contre les professionnels tels que les intermédiaires d'assurance, qui sont en majorité des PME. Le BIPAR estime que la proposition de la Commission de réviser la Directive sur les actions en cessation en l'étendant aux mécanismes de recours collectif aura des avantages limités pour les consommateurs et pourrait éventuellement porter préjudice aux entreprises, en particulier les PME.

Pour plus d'informations, merci de consulter <https://www.bipar.eu/fr/page/recours-collectif>

## LA DIRECTIVE SUR L'ASSURANCE AUTOMOBILE

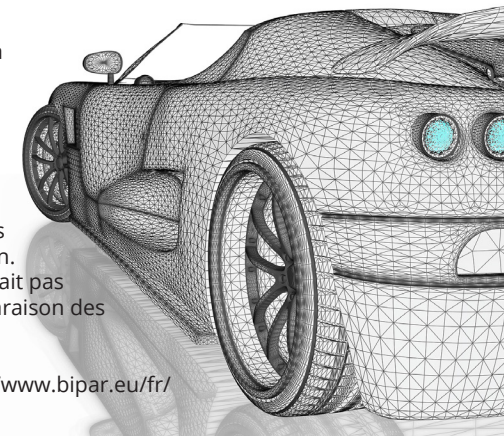
En mai 2018, la Commission européenne a publié une proposition de modification de la Directive UE actuelle sur l'assurance automobile afin de mieux protéger les victimes d'accidents impliquant des véhicules automoteurs et afin d'améliorer les droits des preneurs d'assurance. La Commission propose d'intégrer dans la Directive la jurisprudence récente de la Cour de justice de l'UE, qui précise que les accidents causés lors de l'utilisation normale d'un véhicule à des fins de transport, y compris son utilisation sur des propriétés privées, sont couverts par une assurance responsabilité civile (champ d'application).

Le BIPAR se félicite de l'objectif de la Commission de renforcer la protection des victimes d'accidents de la circulation dans les situations transfrontalières.

Les principales priorités du BIPAR concernant ce dossier sont les suivantes :

- L'assurance responsabilité civile automobile devrait être exigée au niveau européen pour les véhicules utilisés uniquement dans la circulation.
- La Directive sur l'assurance automobile ne devrait pas rendre obligatoire l'utilisation d'outils de comparaison des prix.

Pour plus d'informations, merci de consulter <https://www.bipar.eu/fr/page/directivesurlassuranceautomobile>



## LA LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DE CAPITAUX

La Commission européenne a présenté en juillet 2016 une nouvelle proposition de Directive modifiant la 4e Directive sur la lutte contre le blanchiment de capitaux, qui constitue le principal instrument juridique de l'UE en matière de prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme.

La 5e Directive anti-blanchiment a été publiée au Journal officiel de l'UE en juin 2018. Elle élargit le champ d'application de la 4e Directive, prévoit des dispositions supplémentaires visant à poursuivre la lutte contre le financement du terrorisme et à accroître la transparence des transactions financières en établissant des registres relatifs aux bénéficiaires effectifs.

Le champ d'application de la Directive couvre notamment les institutions financières, les intermédiaires d'assurance tels que définis dans la Directive sur l'intermédiation en assurance (DIA) lorsqu'ils traitent « d'assurance vie et d'autres services liés à des placements, à l'exception d'un intermédiaire d'assurance lié ».

En outre, la Commission européenne a adopté (dans le cadre de la révision des AES), des modifications ciblées en vue de garantir que les règles de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme soient effectivement contrôlées dans toute l'UE. Ces amendements ont été adoptés par les législateurs de l'UE en avril 2019 et centralisent les pouvoirs relatifs à la prévention et à l'atténuation des risques liés aux activités de blanchiment et de financement du terrorisme du secteur financier auprès de l'Autorité bancaire européenne (EBA) pour tous les établissements financiers.

Pour plus d'informations, merci de consulter [www.bipar.eu/fr/page/lutte-contre-le-blanchiment-de-capitaux](http://www.bipar.eu/fr/page/lutte-contre-le-blanchiment-de-capitaux)



## LE NOUVEAU RÉGIME PRUDENTIEL POUR LES ENTREPRISES D'INVESTISSEMENT

En décembre 2017, la Commission européenne a publié une proposition de Règlement concernant les exigences prudentielles applicables aux entreprises d'investissement ainsi qu'une proposition de Directive concernant la surveillance prudentielle des entreprises d'investissement. Les législateurs européens ont trouvé un accord sur un texte de compromis début 2019.

Les nouvelles règles visent à créer un régime prudentiel mieux adapté aux entreprises d'investissement, en ramenant de 11 à 3 le nombre de catégories d'entreprises d'investissement par rapport au régime prudentiel applicable et en s'écartant du système actuel où toutes les entreprises d'investissement sont soumises aux mêmes règles en matière de capital, de liquidité et de gestion des risques que les banques, à savoir à la Directive/au Règlement sur les fonds propres.

Les nouvelles catégories concernent :

1. les grandes entreprises d'investissement («catégorie 1»), qui resteront dans le champ d'application des règles prudentielles de la Directive et du Règlement sur les fonds propres, et les plus systémiques d'entre elles seront soumises au même régime prudentiel que les grands établissements de crédit.
2. les autres entreprises d'investissement («non-systémiques») («catégorie 2»), qui devront respecter une série d'exigences prudentielles plus limitées que les entreprises de la catégorie 1. Elles seront classées dans la catégorie 2 lorsqu'elles dépasseront certains seuils (exemples : bilan, actifs sous gestion, etc.).
3. les très petites entreprises, avec des services «non-interconnectés» («catégorie 3»), qui ne dépassent pas les seuils et qui auront des exigences simplifiées à respecter.

Les textes contiennent des règles sur le capital initial des entreprises d'investissement, les pouvoirs et outils de surveillance prudentielle des entreprises d'investissement par les autorités compétentes, ainsi que les exigences de publication applicables aux autorités compétentes en matière de surveillance prudentielle des entreprises d'investissement. Ils traitent également de la politique et des pratiques en matière de rémunération et de la manière dont les prestataires établis dans des pays tiers peuvent offrir leurs services aux entreprises et clients de l'UE. Les textes renforcent le régime d'équivalence qui s'appliquerait aux entreprises d'investissement de pays tiers, en définissant plus en détail certaines des conditions d'accès au marché unique et en conférant des pouvoirs supplémentaires à la Commission.

Le BIPAR soutient les règles proportionnées et regrette que les textes suppriment la possibilité pour certaines (petites) entreprises de remplacer les exigences de fonds propres par une couverture RC (ou ayant des exigences de fonds propres plus faibles dans le cas où une entreprise a une couverture RC).

Pour plus d'informations, merci de consulter [www.bipar.eu/fr/page/nouveau-regime-prudentiel-pour-les-entreprises-dinvestissement](http://www.bipar.eu/fr/page/nouveau-regime-prudentiel-pour-les-entreprises-dinvestissement)

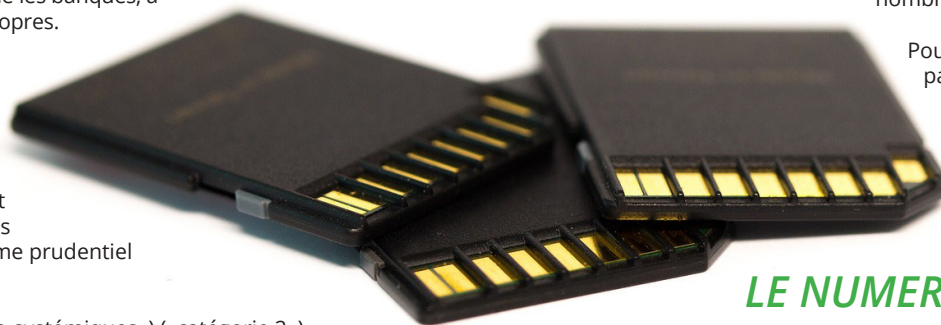
## LES AFFAIRES SOCIALES

La Commission Affaires Sociales UE du BIPAR participe activement au dialogue social européen. En 1998, la Commission européenne a mis sur pied le Comité de dialogue social européen dans le secteur de l'assurance (ISSDC), qui assure le dialogue entre les partenaires sociaux dans les différents secteurs au niveau européen.

En février 2019, les partenaires sociaux européens de l'ISSDC, dont le BIPAR, ont signé une déclaration commune sur les effets des exigences réglementaires et de la conformité sur les salariés, ainsi qu'un document de suivi de la déclaration commune sur l'impact social du numérique adoptée en octobre 2016.

Le BIPAR soutient les initiatives du dialogue social, portant notamment sur le numérique, la formation et le perfectionnement des employés. Dans le même temps, il est important de tenir compte des spécificités des acteurs de petite et moyenne taille de l'industrie, dont bon nombre sont membres de nos associations membres.

Pour plus d'informations, merci de consulter [www.bipar.eu/fr/page/affaires-sociales](http://www.bipar.eu/fr/page/affaires-sociales)



## LE NUMERIQUE

En mai 2019, EIOPA a publié son étude thématique sur l'utilisation des analyses des Big Data (Big Data Analytics (BDA)) par les compagnies d'assurance et les intermédiaires d'assurance dans le domaine des assurances automobile et maladie. EIOPA a identifié certains risques qui peuvent survenir si les entreprises ne mettent pas en place des mécanismes de gouvernance adéquats. En 2019, EIOPA mènera d'autres travaux sur les questions éthiques concernant l'équité de l'utilisation des analyses des Big Data, ainsi que sur l'exactitude, la transparence, la vérifiabilité et l'explicabilité de certains outils d'analyse des Big Data, comme l'intelligence artificielle et l'apprentissage automatique. EIOPA a créé un groupe de parties prenantes sur l'éthique numérique dans l'assurance au sein duquel deux experts représentent les points de vue des intermédiaires d'assurance.

Le BIPAR estime que les intermédiaires, qui sont quotidiennement confrontés au traitement des données des consommateurs, devraient explorer activement le potentiel de l'utilisation des analyses des Big Data afin d'améliorer leurs processus. Le BIPAR souligne également la nécessité de conditions de concurrence justes entre les différents canaux de distribution et met en garde contre les défis posés par le principe de mutualisation, la comparabilité des produits et les risques informatiques. Le développement et l'utilisation de produits de cyberassurance peuvent être l'une des réponses pour la prévention de ces risques.

Pour plus d'informations, merci de consulter [www.bipar.eu/fr/page/le-numerique-et-la-fintech](http://www.bipar.eu/fr/page/le-numerique-et-la-fintech)

## LA FINTECH – L'ASSURTECH

Suite au mandat que la Commission européenne lui a confié dans son Plan d'action sur la FinTech, EIOPA a lancé en juillet 2019, une consultation sur les lignes directrices relatives aux fournisseurs de services numériques. Ces lignes directrices visent à apporter des précisions sur les dispositions existantes en matière d'externalisation (Solvabilité II), telles que sur le champ d'application, la gouvernance et l'évaluation des risques.

En outre, EIOPA examine actuellement les obstacles pouvant freiner le développement de l'assurtech ainsi que les exigences existantes en matière d'autorisation et de licence et évalue comment le principe de proportionnalité est appliqué dans la pratique dans le domaine de l'innovation financière.

Les AES ont publié en janvier 2019 un rapport conjoint sur les facilitateurs d'innovation : les sas réglementaires («regulatory sandboxes») et les pôles d'innovation. Le rapport identifie les meilleures pratiques pour la conception et le fonctionnement des facilitateurs de l'innovation. Au cours de ces dernières années, le BIPAR a souligné le fait que les sas réglementaires ne devaient pas être utilisés pour contourner les exigences réglementaires de l'UE.

Pour plus d'informations, merci de consulter [www.bipar.eu/fr/page/le-numerique-et-la-fintech](http://www.bipar.eu/fr/page/le-numerique-et-la-fintech)



## TRANSPARENCE DES SERVICES D'INTERMÉDIATION EN LIGNE

En février 2019, le Parlement européen, le Conseil de l'UE et la Commission européenne sont parvenus à un accord sur un Règlement visant à promouvoir l'équité et la transparence pour les entreprises utilisatrices des services d'intermédiation en ligne. Ce Règlement couvre les plateformes en ligne, telles que les sites web de comparaison des prix et les moteurs de recherche en ligne qui fournissent leurs services aux entreprises établies dans l'UE et qui offrent des biens ou services aux consommateurs établis dans l'UE.

Le Règlement introduit une interdiction de certaines pratiques déloyales (par exemple, les modalités et conditions doivent être facilement accessibles et fournies dans un langage clair et compréhensible), une plus grande transparence sur les plateformes en ligne (par exemple, les principaux paramètres déterminant le classement, y compris la rémunération directe ou indirecte versée par les utilisateurs commerciaux), la divulgation obligatoire pour une série de pratiques commerciales (les plateformes doivent divulguer de manière exhaustive tout avantage qu'elles peuvent donner à leurs propres produits par rapport aux autres), de nouvelles possibilités de règlement des différends (toutes les plateformes doivent établir un système interne de traitement des réclamations pour aider les utilisateurs commerciaux), et de nouvelles dispositions sur l'application des règles (les associations commerciales pourront poursuivre les plateformes en justice pour empêcher tout non-respect des règles).

Pour plus d'informations, merci de consulter [www.bipar.eu/fr/page/le-numerique-et-la-fintech](http://www.bipar.eu/fr/page/le-numerique-et-la-fintech)

## LA NORMALISATION

Le Comité européen de normalisation (CEN) élabore des normes pour divers secteurs industriels par l'intermédiaire de comités techniques composés d'organismes nationaux. En 2016, le CEN a créé le Comité technique qui travaille à l'élaboration de modèles de processus normalisés dans le secteur de l'assurance en ce qui concerne l'administration des polices et le traitement des sinistres. Le BIPAR participe aux réunions du Comité technique du CEN pour le secteur des assurances en tant qu'organisation de liaison. Le CEN finalise actuellement ses travaux sur une norme européenne sur le transfert des documents électroniques.

Pour plus d'informations, merci de consulter [www.bipar.eu/fr/page/comite-europeen-de-normalisation-cen](http://www.bipar.eu/fr/page/comite-europeen-de-normalisation-cen)

## LA FISCALITE

Les services financiers et d'assurance sont aujourd'hui exonérés de la TVA en vertu de la Directive sur la TVA de 1977.

Le 27 novembre 2007, la Commission européenne a adopté une proposition de Directive ainsi qu'une proposition de Règlement visant à simplifier et à moderniser les règles actuelles applicables à la TVA sur les services financiers et d'assurance. Cependant, les Etats membres de l'UE n'étant jamais parvenus à un accord sur la proposition, la Commission a retiré ces deux propositions en 2016.

La Directive de 1977 ne tient évidemment pas compte des derniers développements, et les récents arrêts de la CJUE ont montré qu'il est nécessaire d'adapter la Directive sur la TVA aux réalités actuelles du marché afin de garantir une sécurité juridique et d'établir des conditions de concurrence justes en matière de TVA pour tous les prestataires de services financiers.

Les règles de TVA pour les services financiers et d'assurance sont de nouveau à l'ordre du jour du BIPAR puisque la Commission analyse les règles actuelles sur la TVA pour déterminer si d'éventuelles modifications des règles actuelles sont nécessaires.

Pour plus d'informations, merci de consulter [www.bipar.eu/fr/page/questions-liees-a-la-fiscalite](http://www.bipar.eu/fr/page/questions-liees-a-la-fiscalite)

## MEMBRES ET MEMBRES ASSOCIÉS DU BIPAR



## GOUVERNANCE DU BIPAR JUN 2019- JUN 2020

### CONSEIL D'ADMINISTRATION

#### Comité de direction



### Autres membres

André LAMOTTE  
Hans-Georg JENSSEN  
Yossi MANOR  
Davide PILOTTI  
Roger VAN DER LINDEN  
André VAN VAREMBERG  
Elie ZIADE

### Membres honoraires

David HARARI  
Gérard LEBEGUE  
Manuel VILA

### SECRÉTARIAT PERMANENT DU BIPAR

Directeur	Nic DE MAESSCHALCK
Directrice juridique	Isabelle AUDIGIER
EU Policy Manager	Rebeka DE NIE
Assistante juridique	Stella MITTA
Policy Adviser	Isabelle HEUNINCKX
Office Manager	Christine LEGRAND
Traductrice	Aruna MANICKAM
Traducteur-Assistant de communication	Clément SIMIZ
Assistante de communication	Laure LIMON



## AFFAIRES EUROPÉENNES

### LES DOSSIERS PRIORITAIRES DU BIPAR :

La DDA	Le nouveau régime prudentiel pour les entreprises d'investissement
La MiFID II	Le bilan de qualité des législations sur la consommation et la commercialisation
PRIPs	Le Règlement d'exemption par catégorie pour le secteur des assurances (RECA)
Le RGPD	Les questions liées à la fiscalité
L'IPID	Le règlement extrajudiciaire des litiges (REL) et le règlement en ligne des litiges de consommation (RLLC)
Solvabilité II	Les questions liées à l'environnement
La Directive sur le crédit hypothécaire	L'égalité de traitement hommes-femmes en assurance
Les AES	Le Comité européen de normalisation (CEN)
La cybersécurité	La Carte électronique européenne de services
La finance durable	Le droit européen du contrat d'assurance
PEPP	Le régime de garantie des assurances (RGA)
Les recours collectifs	La transparence des services d'intermédiation en ligne
Les affaires sociales	La normalisation
Le Brexit	La commercialisation à distance des services financiers
La Directive anti-blanchiment	
L'Union des marchés des capitaux (UMC)	
Le numérique	
La FinTech et l'AssurTech	
Le Big Data et l'intelligence artificielle	
La Directive sur les institutions de retraite professionnelle (IRP II)	

## GLOSSAIRE

<b>AES</b>	Autorités européennes de surveillance
<b>CEN</b>	Comité européen de normalisation
<b>DDA</b>	Directive sur la distribution d'assurances
<b>DIA</b>	Directive sur l'intermédiation en assurance
<b>Directive</b>	«Les Directives sont des actes législatifs qui fixent des objectifs à tous les pays de l'UE. Toutefois, chaque pays est libre d'élaborer ses propres mesures pour les atteindre.» *
<b>EBA</b>	Autorité bancaire européenne
<b>EIOPA</b>	Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles
<b>ESG</b>	Considérations environnementales, sociales et de gouvernance
<b>ESMA</b>	Autorité européenne des marchés financiers
<b>IAIS</b>	Association internationale des contrôleurs d'assurance
<b>IBIPs</b>	Produits d'investissement fondés sur l'assurance
<b>IPID</b>	Document d'information sur le produit d'assurance
<b>IRP</b>	Institutions de retraite professionnelle
<b>ISSDC</b>	Comité de dialogue social européen dans le secteur de l'assurance
<b>KID</b>	Document d'informations clés
<b>MiFID</b>	Directive sur les marchés d'instruments financiers
<b>OCDE</b>	Organisation de Coopération et de Développement Economique
<b>OMC</b>	Organisation Mondiale du Commerce
<b>PEPP</b>	Produit paneuropéen d'épargne-retraite individuelle
<b>PRIPs</b>	Produits d'investissement packagés de détail et fondés sur l'assurance
<b>RECA</b>	Règlement d'exemption par catégorie pour le secteur des assurances
<b>REFIT</b>	Réglementation affûtée et performante
<b>Règlement</b>	«Les règlements sont des actes législatifs contraignants. Ils doivent être mis en œuvre dans leur intégralité, dans toute l'UE.» *
<b>RGA</b>	Régime de garantie des assurances
<b>RGPD</b>	Règlement général sur la protection des données
<b>UMC</b>	Union des marchés des capitaux

\*europa.eu

# ***BIPAR***

## ***LA FÉDÉRATION EUROPÉENNE DES INTERMÉDIAIRES D'ASSURANCE***

***BIPAR@BIPAR.EU  
WWW.BIPAR.EU***

***AVENUE ALBERT-ELISABETH 40, 1200 BRUXELLES, BELGIQUE***

***OCTOBRE 2019***